

LA CROIX

jeudi 2 janvier 2025 — Quotidien n° 43110 — 3 €

Parlons écologie mieux, davantage et avec tous

éditorial

Jean-Christophe Ploquin

Soyons vivants

L'horizon de l'année 2025 s'ouvre. En son seuil, un vertige peut nous saisir. L'avenir paraît sombre, marqué par une société française politiquement éclatée, des catastrophes climatiques qui frappent nos existences, des guerres qui ne veulent pas finir. Mais demain sera aussi ce que nous en ferons. Et les signaux d'espoir ne manquent pas. De multiples réseaux de solidarité tissent notre territoire ; les solutions se développent pour décarboner nos modes de vie ; des dictatures meurtrières tombent, comme on l'a vu récemment en Syrie...

La nouvelle année peut donc être positive, et *La Croix* prend cette option sous la bannière « Parlons écologie », avec l'objectif d'en parler mieux, davantage et avec tous. Cette décision est venue d'un constat : les médias ont une grande responsabilité pour diffuser les connaissances sur le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité, deux phénomènes dus à l'activité humaine et qui pèsent trop lourdement sur les populations et la nature. Mais leur rôle consiste aussi à animer le débat sur ces enjeux complexes et à transmettre des informations encourageantes, éclairant des transformations déjà à l'œuvre. En 2025, année du dixième anniversaire de l'encyclique *Laudato si'* du pape François, notre journal va avancer sur ce chemin, avec vous, lectrices et lecteurs. Porté par la conviction que la vie se fraye toujours et partout un chemin.

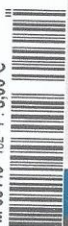
« La Croix » va renforcer son traitement des enjeux écologiques en 2025. Dans un entretien croisé, le climatologue Jean Jouzel et la militante Camille Étienne plaident pour une transformation résolue de nos modes de vie p. 2-3



Camille Étienne et Jean Jouzel dans nos locaux à Montrouge, le 16 décembre 2024. Marie-Julie Gascon pour La Croix

bayard

Annexes légales p. 16
Depuis 1983 : ISSN 1124-0066. — Imprimé en France : 300€ ; DOM : 395€
Belgique : 3,20 € ; Luxembourg : 3,20 € ; Italie (Rome) : 3,95€ ; Maroc : 40 MAD



M 00140 - 102 - F - 3,00 €

La Croix consacre son premier numéro de l'année à l'écologie, décidée à placer les enjeux climatiques et de biodiversité parmi ses priorités éditoriales.

Dans un entretien croisé, le climatologue Jean Jouzel et la militante Camille Étienne regrettent le regain du climatosepticisme et mettent en garde contre certains « bluffs technologiques ».

Pleins d'allant, ils soulignent l'urgence d'une mobilisation citoyenne et défendent les mobilisations radicales.

Deux générations face à l'urgence écologique

entretien

Jean Jouzel
Paléoclimatologue

Camille Étienne
Militante

Jean Jouzel et Camille Étienne représentent deux générations de personnalités engagées dans la lutte contre le réchauffement climatique. Ils sont venus dans nos locaux partager leur vision sur le défi du siècle.

2024 est officiellement la première année où le seuil de réchauffement de 1,5°C a été dépassé. Faut-il abandonner cet objectif ?
Jean Jouzel : Quand on a passé sa vie à aller sur ce risque, c'est assez difficile à admettre. Cela ne fait pourtant guère de doute : nous n'arriverons ni à rester sous 1,5°C de réchauffement climatique par rapport à l'ère préindustrielle, ni, je le crains, à revenir dans le long terme. Selon toute vraisemblance, nous dépasserons les 2°C autour de 2040, et si rien ne change dans les politiques actuelles, nous atteindrons les 3°C à la fin du siècle.

Ce n'est toutefois pas une raison d'abandonner l'objectif fixé dans l'Accord de Paris en 2015. Ce dernier ne sort pas de nulle part : il découle d'un consensus scientifique sur le fait que s'adapter sera bien plus difficile dans un monde à +2°C qu'à +1,5°C. Chaque dixième de degré supplémentaire réduit nos capacités à faire face aux catastrophes climatiques. Le dépassement de ce seuil – il faudra plusieurs années à +1,5°C pour considérer que l'Accord de Paris n'a pas été respecté – ne change rien à cette réalité scientifique.

Camille Étienne : Je suis entièrement d'accord : cet objectif n'est ni une affaire d'opinion, ni de communication. Derrière chaque dixième de degré supplémentaire, il y a des catastrophes et des millions de vies humaines en jeu. On l'a vu récemment à Valence en Espagne, et sans doute à Mayotte (le lien avec le réchauffement n'a pas été formellement établi, NDLR). Chaque jour qui passe nous conduit vers une forme d'abîme, dans lequel les réactions en chaîne risquent de se multiplier, s'amplifier et s'autoalimenter.

La question n'est donc pas de savoir s'il faut abandonner l'objectif ou communiquer différemment dessus, mais de s'en éloigner le moins possible. Que ça nous plaise ou non, la température mondiale va continuer d'augmenter.

Après, c'est comme lorsqu'on va chez le médecin : on peut décider de passer outre le diagnostic, à nos risques et périls, ou de se soigner, et chercher de nouvelles manières d'habiter ce monde.

Justement, les politiques écologiques ont tendance à reculer partout dans le monde. Comment analysez-vous cette situation ?

J. J. : Le climatosepticisme reprend de la vigueur partout, y compris dans notre propre pays, où la classe politique, et le président de la République avec son « Qui aurait pu prédire la crise climatique », ne sont absolument pas à la hauteur de l'enjeu. Je suis d'ailleurs frappé de voir à quel point la communauté scientifique avait raison : depuis quarante ans, nous alertons sur le fait que plus le temps passe, et plus la transition va être difficile et coûteuse. Aujourd'hui, nous y sommes : les catastrophes se multiplient, les efforts à fournir s'intensifient et cela augmente encore la tentation du déni.

Attention, je ne crois pas que la transition soit difficile ou punitive par nature. Je suis convaincu qu'elle peut être synonyme d'une meilleure qualité de vie et de progrès social. L'écologie n'est pas la cause de nos difficultés économiques et sociales. En revanche, celles-ci risquent d'être décollées



Camille Étienne et Jean Jouzel, le 16 décembre. Marie-Julie Gascon pour La Croix

par la crise environnementale, les pays pauvres et les classes populaires étant en première ligne.

C. É. : Quand je vois ce qui se passe aujourd'hui, j'ai à l'esprit l'image d'un animal qu'on vient d'égorger. Vous voyez cette espèce de

Camille Étienne

dernier sursaut un peu vital avant la mort ? Aujourd'hui, les forces dominantes cherchent à tout prix à préserver leurs intérêts, comme dans un dernier sursaut, et préfèrent accuser l'écologie d'être à l'origine de leurs maux. Il n'empêche, il faut bien s'inter-

roger sur les ressorts de ces votes climatoseptiques, et sur les messages que l'écologie n'a pas réussi à faire passer. Ceux qui se sont emparés des questions environnementales, essentiellement à gauche de l'échiquier politique, n'ont sans doute pas suffisamment insisté sur la dimension sociale de la transition. On l'a bien vu avec les élections américaines : les votes trumpistes ont pris racine là où on a fermé des usines.

Si on veut faire la transition, il faut remettre la question des emplois au centre du jeu. Il ne suffit pas de dire qu'il faut supprimer l'industrie aéronautique. Il faut aussi se demander par quoi la remplacer, comment assurer la mobilité de demain, et comment relocaliser les emplois (par exemple la production de rails) sur notre territoire.

L'Europe est-elle allée trop loin sur certaines réglementations environnementales, avec le risque d'accélérer cette désindustrialisation ?

J. J. : Faire des réglementations environnementales la cause de la désindustrialisation de l'Eu-

rope me paraît un peu léger. La réalité est que la Chine est en train de prendre le pas sur l'Europe sur toutes les technologies décarbonées, et que les industriels européens n'ont pas suffisamment anticipé cette transition.

Il y a vingt ans, j'alertais déjà sur le fait que les constructeurs chinois seraient les premiers à sortir des véhicules électriques bon marché et que l'Europe devait se préparer. Aujourd'hui, l'objectif est fixé à 2035 et les industriels nous disent qu'ils ne seront pas prêts. Ce n'est pas sérieux. Le « pacte vert » européen dans sa première version était un excellent texte qui s'est affaibli dans le temps, et qui est aujourd'hui remis en cause par la droite. J'espère de tout cœur qu'on ne va pas aller plus loin dans ce détractage.

C. É. : L'argument des réglementations environnementales est souvent brandi en dernier ressort par ceux qui ne veulent surtout pas remettre en cause leur modèle.

On accuse parfois l'écologie d'être trop radicale, et donc insupportable pour

les esprits plus modérés. Qu'en pensez-vous ?

C. É. : Je n'ai jamais compris cette critique. « Radicalité » vient du mot latin *radicalis*, qui veut dire « aller à la racine des choses ». Or n'est-ce pas ce dont la classe politique a le plus besoin aujourd'hui ? On glorifie la modération comme si elle avait le monopole de la compréhension, de la complexité et de la justice. Sauf que derrière une apparence raisonnable, les politiques actuelles sont extrêmement radicales et violentes. Elles ne protègent ni les plus précaires ni les générations futures.

À ceux qui font de la radicalité une insulte, je rappelle aussi que l'histoire du progrès social lui doit beaucoup. C'est parce que le flanc le plus radical de la lutte a fait peur à l'autorité en place qu'elle a accepté d'ouvrir des espaces de négociations avec le flanc plus modéré, et que donc nous avons pu obtenir de nouveaux droits et libertés. Si elle veut avancer, l'écologie a besoin de toutes ces formes de mobilisations complémentaires.

repères

Bio express

Camille Étienne.

À 26 ans, elle est considérée comme l'une des figures de proue de l'écologie en France. Cette diplômée de Sciences Po Paris, qui a grandi dans un petit village alpin, a émergé sur la scène médiatique en 2020 avec sa vidéo « Réveillons-nous ! » vue 15 millions de fois. Elle mène aujourd'hui de front plusieurs combats environnementaux, mêlant des actions de désobéissance civile, de lobbying auprès des décideurs et de sensibilisation du grand public. Elle poursuit des études à Oxford (Royaume-Uni).

Jean Jouzel.

Le paléoclimatologue de 77 ans est mondialement reconnu pour ses travaux de recherche sur l'évolution du climat. En 1987, il copila la première étude établissant formellement le lien entre la concentration de CO₂ dans l'atmosphère et le réchauffement climatique. Après avoir obtenu le prix Nobel de la paix en 2007 en tant que membre du Giec, il a reçu en 2013 le prix Vetlesen, l'équivalent du prix Nobel des sciences de la Terre, pour ses travaux sur les glaces polaires et le climat.

dans certaines zones. Au-delà de ces effets plus ou moins identifiés, il faut bien comprendre que le jour où vous suspendrez cette technique, la température remonte immédiatement. C'est vertigineux. C. É. : C'est d'autant plus vertigineux si on imagine que, derrière ces solutions de manipulation, il y a des entreprises privées sans fonctionnements démocratiques. Donnez-vous les clés de la bombe climatique à des acteurs comme Elon Musk ? Il est urgent d'encadrer ces pratiques.

Les trois dernières COP viennent de se conclure sur un échec. Ces grands rassemblements internationaux ont-ils encore un intérêt ?

J. J. : J'ai passé ma vie à défendre la diplomatie climatique, et je continuerai à le faire. Sans les COP, nous ne serions pas à +3°C de réchauffement à la fin du siècle, mais à +4 ou +5°C. Alors certes, ce n'est pas suffisant, mais cela montre quand même le chemin parcouru. Par ailleurs, nous n'oublions jamais que ces sommets sont indispensables pour les pays du Sud, qui sont les premières victimes du changement climatique et qui ont besoin de la solidarité internationale pour y faire face.

C. É. : Il ne faut pas attendre des COP plus qu'elles ne peuvent fournir. Espérer que les dirigeants du monde entier se mettent autour d'une table pour sauver le monde est totalement illusoire. Pour autant, je suis complètement contre le boycott de ces événements, car ils mettent l'urgence climatique au cœur du débat. Dire qu'il ne faut plus aller aux COP parce qu'elles se déroulent dans des pays pétroliers me paraît lâche et hypocrite. S'asseoir à la table des méchants pour tenter de le contrôler est le principe même de la diplomatie.

À La Croix, nous avons l'habitude de dire que l'écologie ne doit pas être un lieu de désespérance.

Quelles sont, selon vous, les raisons d'y croire encore ?

C. É. : Par principe, je n'attends jamais rien qui puisse me tomber dessus. L'espoir pour moi se crée par l'action. Il réside dans le fait qu'il y a des millions de personnes partout dans le monde, des activistes, des chercheurs, des citoyens, qui se mobilisent et qui croient en ce qu'ils font. C'est ainsi que l'écologie continue de gagner des victoires, comme lorsque la suspension de l'exploitation des fonds sous-marins en Norvège a été obtenue en décembre dernier. Il faut poursuivre le combat.

J. J. : Je crois fondamentalement que la transition est inéluctable et que même les forces les plus climatoseptiques ne parviendront pas à l'empêcher. Dans cette période trouble, je conserve l'espoir que les forces progressistes reprennent le dessus. Recueilli par Julie de la Brosse et Camille Richier

« L'écologie n'est pas la cause de nos difficultés économiques et sociales. En revanche, celles-ci risquent d'être décollées par la crise environnementale. »

Jean Jouzel